

Le plan d'urgence du PS face à la crise Liêm Hoang-Ngoc

Le plan d'urgence présenté par Martine Aubry le 21 janvier 2009 est d'un montant de 50,5 milliards, soit 2,5% du PIB. Il est financé pour 14 milliards par le redéploiement du paquet fiscal. **Le bouclier fiscal est donc levé et les droits de succession en partie rétablis.** Le reste est financé par l'émission de bons du trésor auprès des épargnants. Il existe en effet une épargne record (15% du PIB) que les entreprises ne mobilisent pas pour l'investissement, en panne. Cette épargne est donc disponible pour financer la relance, à moindre coût pour le contribuable. Les épargnants sont férus d'obligations Etat (les placements les plus sûrs aujourd'hui avec le livret A) ; il est donc possible de les émettre à très bas taux d'intérêt.

Le plan du PS est plus important que les autres plans, adoptés par nos partenaires européens, qui restent en deçà de 2% du PIB. **Il est notoirement plus ambitieux que le plan Sarkozy.** Ce dernier est bien inférieur aux 26 milliards annoncés. Il n'est en vérité que de 15,6 milliards en 2009. 11 milliards sont des avances en trésoreries aux entreprises. 2,5 milliards sont des avances en trésorerie aux collectivités locales. Le montant des véritables mesures de relance immédiates Sarkozy se limitent à 5 milliards (1,4 milliards pour les infrastructures, 1,8 pour l'armement, 200 millions pour la prime à la casse, 760 millions pour la prime de Noël des allocataires du RSA). Le reste relève d'objectifs fixés aux entreprises publiques et aux offices HLM sans que des flux financiers nouveaux ne leurs soient attribués.

Contrairement à la politique menée par la droite contre les services publics, le plan du PS veille à développer l'effort public en direction des dépenses porteuses d'avenir (santé, éducation, recherche). Les suppressions de postes programmées par la droite (30 000 postes dans la fonction publique, 20 000 dans les hôpitaux) dans le cadre de la RGPP sont donc gelées. **100 000 emplois aidés sont créés dans le secteur non-marchand, pour aider au développement d'activités associatives porteuses de croissance verte.** Au plan macroéconomique, les mesures proposées stimulent à la fois l'investissement et la consommation, ce dernier volet étant le grand absent du plan Sarkozy.

26,8 milliards sont consacrés à l'investissement : modernisation des infrastructures (notamment 1,4 milliards pour les hôpitaux), construction de 300 000 logements sociaux, intervention dans le capital des entreprises (à hauteur de 10 milliards), dotations aux collectivités locales.

L'impôt sur les sociétés est modulé en fonction de l'usage que les entreprises font de leurs bénéfices (un taux majoré pour les bénéfices distribués aux actionnaires, un taux minoré pour les bénéfices réinvestis). Cette mesure est particulièrement favorable au PME, étranglées par leurs donneuses d'ordre, qui n'ont pas d'actionnaires à rémunérer, mais qui souffrent de taux de marge inférieurs à ceux des entreprises cotées. Elle leur permet de supporter une hausse des salaires. Enfin cette modulation permet de taxer les entreprises qui distribuent des bénéfices sans investir, voir en pratiquant des licenciements boursiers.

A cet égard, **le critère de licenciement boursier est pour la première fois précisé.** Celui-ci recouvre le cas où les entreprises « *licencient tout en continuant à verser des dividendes ou à procéder au rachat de leurs propres actions* ». Dans ce cas, **les entreprises devront rembourser les aides publiques versées au cours des cinq dernières années.**

23,7 milliards sont destinés à la hausse du pouvoir d'achat. Contrairement à ce qu'avance la droite, l'action sur le pouvoir d'achat provoque un effet immédiat et significatif sur la croissance. Alors que l'investissement est en panne depuis 2002, la consommation fut le seul moteur de la croissance, preuve que son contenu en importation est bien moins important que ne le colportent les adversaires de la hausse des salaires et de la baisse de la TVA (sur mille milliards de dépenses de consommation, seulement 70 milliards se portent sur des biens importés). La consommation est en passe de se retourner, comme l'indique la baisse du taux d'utilisation des capacités de production des entreprises. Il est donc urgent de soutenir le pouvoir d'achat. N'oublions jamais que, dans un contexte de stagnation du salaire médian, la croissance n'a été forte entre 2002 et 2006 aux Etats-Unis et chez ses clones européens (Royaume-Uni, Espagne), que moyennant le surendettement des ménages, encouragé par la finance dérégulée...

La relance du pouvoir d'achat passe d'abord par une revalorisation des bas salaires. Dans le plan du PS, le SMIC est augmenté de 3%, ce qui représente une hausse du SMIC réel de plus de 2%, compte tenu d'une inflation sans doute inférieure à 1% en 2009. Cette mesure fait déjà bondir les promoteurs de la baisse du SMIC, dont certains ont encore commis un rapport au CAE réclamant la fin des mécanismes d'indexation du SMIC.

Le taux normal de la TVA est abaissé de 1% (à l'instar du type de mesure engagée par les travaillistes britanniques). Cette mesure, qui coûte 6,5 milliards, permet de relancer la demande (par la baisse des prix) dans les secteurs où les capacités de production sont sous-utilisées. Elle permettra aux PME qui en ont besoin de restaurer leurs marges pour investir (en maintenant leurs prix), sans subir les effets de la hausse du SMIC.

Les allocataires de minima sociaux et les bas salaires bénéficient d'une mesure de redistribution de 500 euros. Celle-ci préfigure l'abattement sur la première tranche d'imposition que nous proposons dans le cadre de la fusion entre la CSG et l'impôt sur le revenu qui doit donner naissance un grand impôt progressif universel sur le revenu, assis sur une assiette large. L'abattement revient dans ce cas à redistribuer du revenu à tous les ménages modestes (salariés ou non) qui paient aujourd'hui une CSG non progressive.

Le mécanisme de **l'indexation des minima sociaux et du salaire minimum sur le salaire moyen** est proposé. Dans un contexte où le salaire moyen, tiré par les hauts salaires, évolue plus vite que le salaire médian (celui-en dessous duquel se situent la moitié des travailleurs), ce mécanisme permet d'indexer l'évolution des bas revenu au moins sur celles de l'inflation et des gains de productivité. Une telle proposition ne manquera pas, une nouvelle fois, de faire bondir les adversaires du resserrement de l'éventail des inégalités de revenus.

Enfin, pour réguler la finance, par laquelle le mal est arrivé, le PS propose un ensemble de mesures parmi lesquelles la **lutte contre les paradis fiscaux, l'entrée de l'Etat dans le capital des banques recapitalisées** (permettant d'ouvrir la perspective de constitution d'un **pôle public financier**), **l'encadrement de la titrisation**, à l'origine de la crise financière, la redéfinition des règles comptables.

Ces mesures apparaissent comme des mesures d'urgence dans un contexte économique et social où la dépression menace et la marmite sociale boue. Il sera à l'avenir possible de discuter de la teneur relative des différentes priorités. Il n'empêche, un tournant s'est produit dans le débat économique. Le texte du PS, adopté à l'unanimité du BN, observe avec

satisfaction que le pacte de stabilité et les règles de concurrence interdisant les aides d'Etat ont été mis en sommeil en Europe. Il faudra transformer l'essai lors des élections européennes. Alors que le terme même de *relance* était devenu un tabou du débat public, notre parti s'engage désormais dans l'exploration des voies d'une politique publique bien plus efficace que les politiques libérales, en matière de soutien à l'investissement et à la consommation. L'architecture du plan proposé, que l'on pourra étayer, crédibilise par conséquent les propos de ceux qui n'ont cessé de penser que la déréglementation financière, l'abandon de la politique industrielle et le procès de la redistribution ont été de graves erreurs.